



Lettre ouverte à Monsieur Nicolas Sarkozy



[1 Regarder l'extrait de la conférence](#)

Monsieur Sarkozy, vous avez tenu des propos publics diffamatoires le 8 novembre dernier lors d'une conférence à Saint-Raphaël. Ces propos, relayés par des médias de portée nationale, jettent le discrédit sur les professeurs du premier degré.

Nous, personnels de l'Éducation Nationale, n'avons pas été condamnés à porter un bracelet électronique, nous ne pourrions exercer nos missions au service de l'Etat sans un casier judiciaire vierge... Nous travaillons tous les jours dans des conditions difficiles et de plus en plus pénibles pour un salaire qui n'augmente pas malgré l'inflation qui galope !

Rappelons que votre rémunération en tant que Président de la République a été augmentée de 172% une fois arrivé à l'Élysée. Si, selon vos dires, nous n'avons plus les moyens de payer tant d'enseignants, avons-nous les moyens de nous payer un Président qui a augmenté la dette du pays de 600 milliards ? Votre parcours ayant contribué de surcroît à la perte de milliers d'heures par nos fonctionnaires de police et de justice pour vos nombreux procès.

Vous vous vantez d'avoir supprimé 150 000 postes dans la fonction publique au cours de votre mandat de Président, et nous en subissons les conséquences au quotidien : urgences surchargées, hôpitaux en détresse, écoles malmenées, régression sociale...

Nous vous demandons de respecter notre profession, de cesser de jeter le discrédit sur des agents du service public, service public qui, s'il n'existait pas, plongerait des milliers de citoyens et citoyennes dans une grande détresse.

Monsieur Sarkozy, vos propos démagogiques sont indignes d'un ancien Président de la République !

Nous vous invitons à venir faire un stage dans nos écoles d'Ille-et-Vilaine pour y vivre nos vraies conditions de travail. Et, dans l'attente de vous recevoir, nous vous demandons de démentir publiquement vos propos diffamatoires et de vous excuser auprès de professeurs des écoles chargés du service public d'éducation, toutes et tous profondément attachés aux valeurs de la République.

Rennes, le 12 novembre 2024